

Ce qui est vivant (et ce qui est mort) dans l'idéal social-démocrate

LESZEK KOLAKOWSKI

L'article de L. Kolakowski que nous publions dans ce numéro, avec l'aimable autorisation d'Encounter de Londres, vient à son heure. Aussi souhaitons-nous en faire, dans nos prochains numéros, le point de départ d'un débat français sur la signification et l'avenir de la social-démocratie.

DIRE que partout dans le monde la social-démocratie ne signifie pas seulement un groupe de pression politique exprimant les aspirations et les revendications des travailleurs, des exclus, des opprimés, mais aussi l'espoir d'une communauté humaine plus harmonieuse, cela ne prête pas à la controverse, mais n'éclaire pas beaucoup, non plus, la question. L'ennui, avec la doctrine social-démocrate, c'est qu'elle ne contient, ni ne propose, aucun des excitants produits idéologiques que les mouvements totalitaires — communistes, fascistes ou gauchistes — offrent à une jeunesse affamée de rêve.

Elle n'a pas de solution ultime à toutes les calamités de l'existence, ne prescrit rien pour le salut définitif de l'humanité, elle ne peut pas promettre le feu d'artifice de la révolution finale pour régler à jamais tous les conflits et toutes les luttes. Elle n'a pas inventé de procédés miraculeux pour instaurer l'union parfaite entre les hommes ou la fraternité universelle ; elle ne croit pas à une victoire finale, facile sur le mal. Elle n'est pas divertissante ; elle est difficile, ingrate, et elle ne souffre pas d'aveuglement volontaire.

Elle requiert l'engagement sur un certain

nombre de valeurs de base — liberté, égalité des chances, une économie orientée par la puissance publique vers les besoins humains, et elle exige des connaissances concrètes et des calculs très précis car nous devons aller aussi loin que possible dans l'analyse de l'environnement historique et économique dans lequel ces valeurs doivent s'accomplir. Elle repose sur une volonté obstinée de détruire, centimètre par centimètre, les facteurs qui produisent des souffrances évitables : l'oppression, la faim, les guerres, les haines raciales et nationales, la cupidité insatiable et la jalousie vindicative. Cependant, elle est consciente des limites étroites dans lesquelles cette lutte peut être menée, des limites imposées par le cadre même de l'existence humaine, par d'innombrables accidents historiques et par diverses forces qui ont donné forme, pendant des siècles, aux institutions sociales qui sont les nôtres, aujourd'hui.

La doctrine social-démocrate admet cette incontournable vérité que beaucoup des valeurs qu'elle honore se limitent l'une l'autre et qu'elles ne peuvent se réaliser qu'à travers des compromis, souvent pénibles et maladroits.

Le conflit des valeurs

Toutes les institutions relatives au bien-être et à la Sécurité sociale, tous les organismes de planification économique, tous les instruments permettant un usage plus rationnel de la terre et des ressources naturelles, la prévention du gaspillage et de la pollution, ne peuvent être mis en place qu'au prix d'une bureaucratie étatique grandissante et de res-

trictions imposées à l'autonomie d'unités économiques et régionales plus petites.

Personne ne sait comment on pourrait éviter de payer ce prix, mais les protestations contre le Super-Etat que l'on entend dans l'ensemble du monde démocratique prouvent que ce prix est lourd. Pourtant, la social-démocratie est prête à soutenir deux idées : celle de la planification et celle de l'autonomie, et elle a raison ; elle a raison aussi longtemps qu'elle garde sans cesse présent à l'esprit que ces deux principes s'opposent l'un à l'autre, et qu'ils ne seront jamais réalisés pleinement dans aucune société concevable. Elle ne doit donc pas promettre des mesures qui prétendraient fournir à la fois l'efficacité d'une centralisation poussée et la liberté de la décentralisation.

Il est clair que des conflits semblables sont inévitables pour la plupart des valeurs que nous chérissons.

Quel que soit l'effroi que provoque la vue des désastres naturels causés par l'homme, qui mettent en péril à la fois et l'avenir des hommes et l'existence des oiseaux, des poissons et des arbres, nous ne devons pas oublier que les seuls slogans écologistes, isolés de la complexité de la vie moderne, ne peuvent aboutir à des propositions rationnelles en matière d'organisation économique et de réformes politiques. Il en va de même de l'idée de la croissance économique définie comme l'objectif suprême ou exclusif. Ramener la pollution à zéro est, à l'évidence, impossible sans la destruction radicale de la civilisation et, par là même, de l'essentiel de la race humaine, puisque sa survie repose largement sur l'industrie. La lutte contre la pollution implique un calcul rationnel des risques, des gains et des pertes. Etant admis que nous devons nous soucier d'abord de la survie de l'homme et, ensuite seulement, de celle de la baleine, l'idéologie qui sacralise la nature est incapable d'affronter le défi de l'économie moderne. D'autre part, les slogans écologistes peuvent être, et ils le sont en fait, exploités à des fins de manipulation de l'opinion, en vue de buts politiques qui n'ont que des rapports très marginaux avec le bien-être des papillons, pour ne pas parler de celui des gens.

Parmi les valeurs que recouvre l'idéal social-démocrate, même celle de la règle majoritaire ne peut être acceptée comme un principe absolu. Elle doit être limitée par le principe

des droits inaliénables des individus qu'aucun verdict d'une majorité ne peut abolir. Le concept de démocratie ne serait qu'une dérision s'il impliquait que n'importe quelle décision endossée par une majorité est acceptable, que, par exemple, 51 % d'une population agit démocratiquement si elle décide de massacrer les 49 % qui restent. Si nous acceptons le principe d'une règle majoritaire inconditionnelle comme signe suffisant de démocratie, le régime d'Hitler qui, pendant un temps, a incontestablement bénéficié du soutien de la majorité, apparaîtrait comme une démocratie modèle, de même que toutes les dictatures populistes ou parapopulistes qui, d'abord, prétendirent représenter la majorité et, ensuite, ne la représentèrent plus qu'à titre de postulat, indéfiniment maintenu pour la simple raison que leurs adversaires avaient été massacrés ou réduits au silence.

Il nous faut admettre que le principe de la règle majoritaire doit être modéré par le principe des droits de l'individu sur lesquels aucune majorité ne peut empiéter, et que le concept des droits de l'homme s'impose indépendamment des décisions de la majorité.

La liberté

La valeur de liberté doit être placée au cœur de la doctrine social-démocrate, parce que sans elle, toutes les autres valeurs sont vides et sans force.

Exprimons cela autrement : la social-démocratie défend la liberté à la fois parce que c'est une valeur en elle-même, le plus précieux trésor de la vie, et parce qu'elle est la condition grâce à laquelle la plupart des objectifs qu'elle poursuit peuvent être atteints. Il est parfaitement vain de parler d'égalité en l'absence de liberté car l'un des biens les plus précieux dans le monde d'aujourd'hui est le libre accès à l'information et la participation au pouvoir, deux choses qui sont refusées à la majorité dans les systèmes despotiques, totalitaires ou autres.

C'est donc une pure absurdité de dire, par exemple, qu'à Cuba ou en Chine, « les gens ont moins de liberté mais plus d'égalité » : ils n'ont ni l'une ni l'autre, à part la distribution de l'aide sociale et l'accès à de rares biens matériels. Et, heureusement pour nous, les libertés civiles sont la condition nécessaire d'une production efficace ; l'esclavage est éco-

nomiquement efficace seulement durant les premières phases du développement économique, et l'esclavage politique est un obstacle considérable à la productivité.

C'est une vérité de bon sens, en même temps qu'abondamment confirmée par l'expérience des Etats communistes, qu'un système politique caractérisé par des barrières à l'information, alourdi par l'obsession du secret, utilisant le critère de la servilité politique dans la promotion des cadres dirigeants, et n'ayant pas à répondre aux besoins et aux souhaits de la population, excepté sous la menace de révoltes désespérées, est condamné à une insuffisance chronique en matière de production de richesses. Ayant concentré un énorme pouvoir sans responsabilité — une accumulation de pouvoir dépassant tout ce qu'on a connu dans l'histoire — la classe dirigeante, par l'effet même de sa position, engendre une mauvaise gestion permanente et un immense gaspillage. Dès lors, les tentatives visant à mettre sur pied un système de planification totale se terminent fatalement par un chaos complet.

La classe ouvrière, adulée dans les slogans et tenue en respect par l'appareil policier, n'a ni le pouvoir ni des raisons morales ou économiques de venir en aide à l'économie malade. De même que les pouvoirs économique et politique de la classe exploitée des régimes communistes se soutiennent l'un l'autre, de même l'esclavage politique et l'esclavage économique de la classe laborieuse s'épaulent mutuellement. L'avantage économique dont cette société bénéficie consiste à être capable de conserver le secret sur ses défaillances, ou sur certaines d'entre elles, en produisant des statistiques truquées, ou pas de statistiques du tout.

La propension au mensonge n'est pas un défaut accidentel du communisme : il est la condition absolue de sa santé, de sa vie, beaucoup plus que dans le cas des tyrannies non-totalitaires. On a affaire, ici, à un régime qui est censé être dirigé par une idéologie dont il tire sa légitimité et qui a des prétentions à l'universalisme et à une « finalité ultime » ; ainsi, tous les domaines de l'existence, tous les événements passés et présents doivent être décrits comme des étapes de la marche triomphante vers ce but. Un système qui ne veut laisser aucun domaine de la vie de l'homme, y compris sa mémoire, hors de son contrôle,

est obligé d'appliquer l'immense machinerie du mensonge à toutes les formes d'expression et de donner des noms trompeurs à tout ce qu'il produit.

Encore qu'il soit vrai que parmi les valeurs de la social-démocratie la liberté est la condition des autres, il est erroné d'appliquer le mot de liberté à tout ce dont les gens ont besoin ou qu'ils réclament.

Ne pas étendre indûment le concept de liberté

Le champ de la liberté est défini comme l'espace dans lequel les individus peuvent prendre des décisions à leur gré, sans être restreints par la loi, et bien qu'il soit évident que la liberté de décider est sans effet pour ceux dont les choix sont, de toute façon, déterminés par l'absence de pouvoir matériel, le degré de pouvoir ne doit pas être confondu avec la marge de liberté. La liberté dépend négativement de la loi et non pas positivement du pouvoir. Pour ceux qui n'ont pas les moyens de voyager, la liberté des voyages internationaux n'a guère de sens, c'est certain. Pourtant la possibilité matérielle de voyager, pour importante qu'elle puisse être, ne procède pas de la liberté. Il existe de nombreuses revendications justifiées qui ne découlent pas de la liberté et dont on ne devrait pas dire qu'elles en dépendent. Si conscients que nous soyons des catastrophes sociales causées par un chômage massif — gaspillage économique, criminalité, souffrances humaines — le fait de travailler est une condition permettant aux personnes d'utiliser leur liberté dans des sens différents ; il n'est pas, en lui-même, une liberté. Il n'y a pas de chômage dans les camps de concentration, mais les camps de concentration ne deviennent pas, par cela même, des lieux de liberté. La suppression obligatoire du chômage par les travaux forcés ne mérite guère d'être saluée comme un pas de géant dans le combat pour la liberté. En bref, il y a de nombreuses exigences tout à fait fondées qui ne doivent pas être confondues l'une avec l'autre ; cette confusion délibérée est utilisée comme une arme idéologique permettant de glorifier l'oppression et la violence.

Un autre cas de confusion de concepts sur lequel il n'est peut-être pas besoin de s'arrêter

car il a fait, récemment, l'objet de critiques multiples, est la distinction Gauche-Droite.

La distinction Gauche-Droite

Il est, de nos jours, assurément difficile de trouver des gens pour prendre à leur compte, explicitement, la vieille formule stalinienne selon laquelle on mesure l'appartenance de quelqu'un à la gauche par son attitude envers l'Union soviétique. Néanmoins, ces étiquettes sont encore employées largement sans que personne nous fournisse des critères intelligibles sur la façon dont elles doivent être comprises, et ces étiquettes semblent donner à penser que le monde des idées, des mouvements, des régimes politiques, forme un spectre continu dans lequel chaque unité peut être située en fonction des composants « de Gauche » ou « de Droite » qu'elle contient. Des Etats et des mouvements politiques variés sont, quasi automatiquement, « de Gauche » (ou « Marxistes ») s'ils obtiennent des armes soviétiques ; d'autres sont étiquetés « de Droite » dès qu'ils veulent se débarrasser du joug étranger, s'il apparaît que ce joug est celui de l'U.R.S.S. Il est facile de noter la persistance de ces absurdes vieux clichés dans le jargon journalistique du monde entier.

Par conséquent, à la question : « De quel côté êtes-vous, à gauche ou à droite ? », il doit être répondu par une autre question : « Que voulez-vous dire en me demandant si je suis du côté de la gauche ? Me demandez-vous si je suis du même camp que les gardiens du Goulag et les envahisseurs de la Tchécoslovaquie ? Si je suis du même côté que les policiers qui, il y a deux ans, ont sauvagement torturé des centaines d'ouvriers polonais et qui quelques années plus tôt avaient massacré un nombre encore inconnu de dockers dans les ports de Pologne pour se venger sauvagement de leurs protestations contre une pauvreté croissante ? Ou me demandez-vous si je suis du côté de ces terroristes allemands qui, à bord d'un avion détourné, désignèrent au massacre tous les passagers portant des noms juifs ? Ou du côté des « libérateurs » cambodgiens qui réussirent à transférer leur pays tout entier en un camp de concentration, après avoir assassiné tous ceux qui étaient soupçonnés d'être instruits ? »

La réponse ne peut être que : « Vous plai-

santez ! » Je ne suis pas du même côté et je me fiche éperdument d'être dit « de gauche », si cela signifie applaudir ou excuser la violence, l'oppression, les tortures, l'exploitation et les invasions, pourvu que les bourreaux et les exploités obtiennent leurs armes d'une source antiaméricaine, ceci étant le critère idéologique implicite. »

La conclusion est simple : ou bien la distinction a perdu toute signification reconnaissable, ou bien elle doit être redéfinie entièrement, et n'être appliquée qu'aux mouvements politiques et aux comportements qui se situent à l'intérieur du segment démocratique du spectre politique, en excluant sans ambiguïté tous les mouvements terroristes, les idéologies totalitaires, les régimes policiers et militaires, quel que soit le nom qu'ils s'attribuent.

Il n'y a pas de tortures réactionnaires ou progressistes, des camps de concentration de Gauche et des camps de Droite, une censure d'oppression et une censure de libération. C'est pourquoi les mouvements antitotalitaires non-violents qui se font jour dans les pays dominés par les Soviétiques, vont au-delà des catégories « Gauche-Droite ». Leurs revendications sont fondées sur le principe des Droits de l'Homme qui ne peut être défini en termes empruntés à cette distinction anachronique.

Ceci nous conduit à la question souvent débattue du double critère d'appréciation des régimes politiques.

La question du double critère

Il ne s'agit pas d'exprimer des revendications chimériques, en exigeant qu'on n'applique pas de critères politiques à des actions politiques. Ce qui pourrait être exigé, par contre, c'est que les critères politiques n'apparaissent pas sous le déguisement de normes morales. Les gens qui se définissent eux-mêmes comme appartenant à la soi-disant tradition de Gauche, sont, dans l'ensemble, plus coupables de recourir au double critère, non parce qu'ils sont naturellement immoraux, mais parce que leurs réflexes collectifs les rendent plus hypocrites, parce qu'ils ont toujours employé un langage moraliste, tandis que dans de nombreux pays l'*establishment* conservateur a beaucoup moins prétendu être guidé par des idéaux moraux, et a admis plus librement son souci de la « *Realpolitik* », de la « Raison d'Etat » et du commerce.

Les gouvernements qui font des affaires avec à la fois le Chili et l'Union soviétique, ne peuvent pas être accusés de pratiquer le double critère. Les moralistes de Gauche qui manifestent devant les ambassades d'Afrique du Sud et d'Iran, et qui semblent croire que le Viêt-nam et l'Albanie débordent de vertus démocratiques, apparaissent grotesques. Si transparente que soit la position de ceux qui affichent leur indignation morale en fonction de leurs allégeances politiques, il est vrai, d'un autre côté, que notre souci du comportement interne de divers régimes est généralement inspiré, également, par des considérations d'un autre ordre.

Le récent bilan de différentes dictatures d'Amérique latine a été, on peut le soutenir, pire que celui d'Etats communistes européens dans des domaines aussi essentiels que l'ampleur des tortures et des assassinats ordonnés par le gouvernement. En termes de Droits de l'homme, l'évaluation est assez claire. Cependant, une différence non négligeable entre l'Uruguay et l'U.R.S.S., c'est que le régime uruguayen, si abominable qu'il puisse être, ne représente pas une menace d'expansion à l'échelle mondiale, appuyée par un puissant appareil militaire.

Nous admettons — et je crois fermement que c'est là un élément traditionnel de l'approche social-démocrate — qu'aucun pays dans le monde ne peut prétendre que son régime politique, si oppressif qu'il soit, est à l'abri des regards de l'extérieur. Non, nous avons à la fois le droit et le devoir de ne pas laisser les oppresseurs tranquilles sous prétexte qu'ils invoquent le principe de la non-ingérence. Cette disposition à nous conduire comme des intrus ne doit évidemment pas souffrir d'exception. Dans le cas du système soviétique nous avons, cependant, des raisons supplémentaires de nous montrer discourtois. A la différence de l'Uruguay, de l'Afrique du Sud ou, pour cet aspect, de l'Albanie et du Cambodge, le régime intérieur de l'U.R.S.S. est, de toute évidence, lié à une insatiable soif impérialiste de domination. Il lui est indiscutablement essentiel de conserver sa propre population dans l'ignorance, la peur, l'isolement, si on veut l'utiliser comme un outil passif dans des desseins de caractère impérialiste, si, par exemple, on a besoin de soldats qui, comme dans le cas de la Tchécoslovaquie il y a quatorze ans, soit ignoraient dans quel pays ils

se trouvaient, soit étaient persuadés qu'ils avaient été envoyés dans une Tchécoslovaquie ayant appelé à l'aide, face à une imminente invasion par des « fascistes allemands ». Dans le monde d'aujourd'hui, le régime intérieur soviétique est probablement le plus puissant facteur susceptible, à lui seul, de déclencher une guerre universelle (ce qui ne signifie pas que cela corresponde à l'intention réelle de ses gouvernants).

La responsabilité de l'Occident

C'est pourquoi nous, peuples de ces plaines quelque peu exotiques du Centre et de l'Est de l'Europe, nous sommes profondément convaincus qu'en dénonçant le despotisme soviétique, et en nous opposant à lui, nous défendons non seulement l'intérêt régional de pays incorporés par la force dans un empire de prédateurs, en conséquence de l'accord de Yalta, mais encore un ordre mondial plus juste et plus sûr. Les Européens de l'Est savent parfaitement que l'Occident, ou l'Amérique à elle seule, ne dispose pas de moyens miraculeux d'imposer des changements aux régimes oppressifs et de renverser sur-le-champ la situation de pays à qui on a volé leur indépendance nationale et leurs institutions démocratiques. Ce qu'ils attendent de l'Amérique, ce n'est pas des miracles, mais un projet stratégique cohérent. Projet stratégique ne signifie en aucune manière programme belliqueux. Cela signifie une politique à long terme qui recherche un ordre global sans risquer une guerre globale ; en d'autres termes : l'usure de l'expansionnisme le plus agressif, l'encouragement par tous les moyens non violents à la diversité et à l'hétérogénéité à l'intérieur des dépendances soviétiques, l'ouverture d'un accès à la vérité pour les peuples qui ont été jetés dans l'esclavage spirituel. En raison (et non pas en dépit) du fait que la question de savoir comment éviter le danger d'une guerre globale et comment esquisser un plan de désarmement réalisable doit avoir une priorité absolue, il est d'une importance capitale que les pays démocratiques exercent une pression pacifique, mais ferme et sans relâche, pour parvenir à une désintégration progressive des régimes totalitaires.

Que tant de problèmes locaux acquièrent presque automatiquement une signification globale est un fait auquel nous ne pouvons

échapper, et il est clair que l'Amérique ne peut se débarrasser de la responsabilité de l'ordre mondial qu'elle a aidé à façonner pendant des décennies. La tendance au repli sur soi s'exprime parfois dans des slogans tels que : « le combat pour la démocratie commence chez nous ». De tels slogans pourraient être acceptables pour autant qu'ils expriment simplement la règle triviale selon laquelle les problèmes de politique extérieure ne doivent pas servir de prétexte pour négliger ou abandonner, à l'intérieur, un ordre juste et démocratique. Souvenons-nous, cependant, que durant la seconde guerre mondiale, le même slogan a été lancé pour expliquer pourquoi les Etats-Unis ne devaient pas entrer en guerre. A cette époque, ce slogan signifiait : laissons Hitler avaler l'Europe entière, le nazisme et l'Europe ne sont pas notre affaire. Peu importe ce qui se cache derrière ce slogan, l'étroitesse de vue constante, et apparemment incurable, du grand capital ou les inhibitions gauchistes démodées des groupes de pression « libéraux ». Dire que puisque nous ne sommes pas nous-mêmes des saints, nous devrions oublier l'oppression qui existe ailleurs, revient à dire : oublions l'oppression. Or, si la social-démocratie signifie quelque chose, c'est précisément qu'il ne faut pas se résigner à cet oubli.

Déclin de la civilisation occidentale ?

Je suis un de ceux qui ne voient pas pour quelle raison ils devraient accorder du crédit aux prophètes qui annoncent le déclin de la civilisation occidentale, la ruine des institutions démocratiques, et le retour victorieux de la barbarie. Cependant, je crois profondément que la récession qui nous menace est spirituelle plutôt qu'économique. En d'autres termes, que les racines du désarroi qui règne dans les sociétés d'abondance ouvertes se situent dans notre esprit plutôt que dans le prix du pétrole. La dégradation mondiale des systèmes d'éducation et l'incertitude qui pèse sur leur finalité est un symptôme particulièrement éloquent de ce désarroi. Certains aspects de cette confusion peuvent s'expliquer par notre incapacité à affronter des changements qui, par ailleurs, sont nettement positifs : le développement stupéfiant de la connaissance et l'extension rapide de la scolarisation. Mais il y a des raisons de soupçonner

que beaucoup plus de choses sont en cause : un manque de confiance parmi les anciennes générations dans les valeurs intellectuelles et morales dont nous avons hérité, et par conséquent la perte d'une ferme volonté de transmettre ces valeurs à nos successeurs.

Cela peut sembler impertinent que quelqu'un comme moi qui ne suis qu'un observateur superficiel et occasionnel de la scène occidentale, fasse des commentaires sur ce sujet, encore que des tendances comparables puissent être enregistrées dans beaucoup de régions hautement développées du monde. Quand j'ai eu l'occasion de faire, pour la première fois, un long séjour aux Etats-Unis, à la fin des années 60, ce qui m'avait frappé, c'est que, au cours des discussions, alors fréquentes, au sujet du rôle social de l'école, rien ne semblait certain, sauf une chose : c'est que l'école n'a pas pour objet de donner aux élèves un savoir et des capacités intellectuelles. Soit dit en passant, ce dédain extrême pour la connaissance et les armes de la logique — pour tout ce qu'on ne peut acquérir qu'à travers un travail long et discipliné et qui ne peut être transformé en amusement — était alors appelé de façon assez grotesque « libéralisme », comme si le libéralisme consistait en une ignorance pleine d'auto-satisfaction ou comme s'il reflétait spécifiquement l'idéologie des enfants gâtés de l'*upper-middle-class*. Il est consolant, pourtant, que de nos jours on entende de plus en plus la voix de gens qui sont parvenus à cette conclusion que la théorie désuète selon laquelle « le devoir des écoles est d'enseigner » n'était pas, après tout, entièrement absurde.

Toutefois les racines sont plus profondes que cela.

Il y a apparemment accord pour estimer que le processus d'auto-mutilation spirituelle de la jeunesse dont nous avons été témoins, à la fin des années 60 n'est pas terminé bien que ses formes se soient modifiées, et qu'il résulterait de l'effondrement du système de valeurs que la jeunesse avait hérité de nous. On ne peut pas éprouver de satisfaction dans le fait que, par la suite, cette rupture trouva des exutoires puérils, absurdes, et parfois barbares, ou qu'elle s'exprima en termes politiques à travers le discours pitoyable de la Nouvelle Gauche qui n'avait pas de solution ni d'alternative à offrir. Sous la camelote idéologique se cachait un réel désespoir. La

drogue, le faux mysticisme, les rêveries révolutionnaires étaient les principales fausses cures pour une maladie réelle qu'on ne peut nier en soulignant simplement l'inefficacité des médicaments. C'était les trois moyens de s'évader d'un monde auquel les jeunes sentaient qu'ils ne pouvaient plus s'adapter.

Il est certain qu'aucun parti ou mouvement politique ne peut prétendre avoir trouvé une thérapie victorieuse du vide moral. On ne peut imposer aux gens des idéaux ou des mirages fabriqués artificiellement. En fin de compte, les nouvelles générations doivent rechercher par elles-mêmes des chemins pour redécouvrir les formes de vie porteuses de sens. Les mouvements politiques, excepté les totalitaires, ne sont de toute façon pas capables de fournir des solutions aux préoccupations métaphysiques et religieuses ; ils ne devraient pas essayer de répandre leurs idées dans une sorte de vision du monde embrassant tous les phénomènes avec des catéchismes préfabriqués. Ils ne doivent pas, néanmoins, esquiver la question : qu'est-ce qui n'a pas fonctionné et qu'est-ce qui fonctionne mal dans le code de valeurs qui nous a été inculqué ? Pourquoi tant de gens estiment-ils que ces valeurs n'aident pas à vivre ? Ce qui signifie : pourquoi ne sont-ils pas prêts à mourir pour elles ?

La réponse ne sera peut-être pas hors de notre portée si nous sommes préparés à voir la question sous tous ses angles. Il pourrait se faire, après tout, que la plupart de nos valeurs ne soient ni mortes, ni vieilles, même si elles furent probablement mal hiérarchisées, et qu'il existe des solutions viables, mis à part le retrait du monde, la mise en sommeil de la raison, ou le naufrage dans le désespoir (trois aspects de ces fausses cures que je viens de mentionner).

Nous devrions admettre que nous n'avons pas de recette pour créer un monde parfait, que nous ne possédons pas le secret du bonheur, ni la clé de l'énigme de l'univers et que, pourtant, nous sommes peut-être capables de produire des choses plus modestes et d'atteindre des buts plus modestes, susceptibles de donner un sens à la vie. Dans le monde tel qu'il est, plein de misère, de famine et d'oppression, ceci au moins semble être clair : ni les moyens techniques seuls, ni les mesures politiques seules, ne suffisent à faire naître l'espoir d'un ordre pacifique et plus équitable. Il y a besoin de quelque chose

de plus, qui ne peut pas être un sous-produit d'améliorations institutionnelles ou techniques : la réorientation des valeurs individuelles et collectives.

C'est là, il faut le reconnaître, une généralité qui n'entraîne pas encore des propositions bien définies et réalisables. Mais cette généralité suffit à lancer un défi permanent à la social-démocratie, si elle entend rester à la hauteur de ses meilleures traditions et de son nom même.

Dans la perspective d'événements qui secouent le monde, comme la révolution en Iran ou le tremblement de terre en Pologne, une observation finale s'impose.

Le désarroi idéologique

Tous les principaux événements politiques des trois dernières années devraient, à mon avis, être considérés comme des symptômes spectaculaires du désarroi idéologique croissant et de l'incertitude dans toutes les parties du spectre politique occidental, qu'on les classe « à Gauche » ou « à Droite ». Il n'y a pas de logique discernable dans les changements électoraux. Au cours des récentes années, nous avons été témoins de la victoire des « Tories » en Grande-Bretagne, de la victoire du président Reagan aux Etats-Unis, de la victoire des socialistes en France (due pour une bonne part au déclin communiste), et maintenant en Grèce, des pertes des socialistes en Norvège et à Berlin-Ouest, de l'éclatement violent du parti travailliste britannique. Est-ce que le monde se déplace « vers la Gauche » ou « vers la Droite » ? La question a, je le répète, perdu toute signification identifiable (le shah de Perse était un terrible « homme de droite », d'où il faut déduire que les mollahs représentent la « Gauche » éclairée, etc.). Toutes les idéologies politiques traditionnelles sont atteintes d'une maladie grave et peut-être mortelle, toutes sont devenues de plus en plus nébuleuses, de moins en moins en rapport avec les brûlantes questions de notre époque. Les identités politiques d'antan (être communiste, socialiste, libéral, anarchiste, conservateur) sont encore définies par bon nombre de formules qui ne résistent pas à l'examen, étant soit dépourvues de sens, soit produisant visiblement des effets contraires à ce qu'elles prétendent dire.

Il est clair que l'idéal socialiste traditionnel

LESZEK KOLAKOWSKI

est parmi les victimes de l'impuissance idéologique générale. Dès qu'on presse ses adeptes d'expliquer son contenu en termes généraux et non en termes relatifs aux conflits internationaux en cours, il se révèle invariablement qu'on peut le réduire à une unique médecine universelle applicable à tous les maux humains : l'Etat devrait tout nationaliser. Ils ne nient pas, si on les presse avec suffisamment de force, que cette thérapie a été, en fait, appliquée à plusieurs reprises, et que pour des raisons évidentes, le résultat, partout sans exception, a été le despotisme totalitaire, mais ils continuent à nous promettre que eux feront mieux, en raison des titres démocratiques dont ils se prévalent. On sait qu'ils préfèrent parler plus souvent de justice sociale, mais où de nos jours peut-on trouver un mouvement politique, une idéologie, un parti, un leader qui soit opposé à la « justice sociale » ?

Quant à l'idéal social-démocrate, il convient de relever la curieuse histoire du mot. Il fut un temps où il n'existait pas de distinction claire entre un socialiste et un social-démocrate. Le parti de Lénine portait l'étiquette « social-démocratique » avant la révolution russe, et en Pologne la même appellation avait été adoptée par le rejeton extrémiste du mouvement socialiste : la « Social-Démocratie du royaume de Pologne et de Lithuanie », le précurseur direct du parti communiste. Après la Première Guerre mondiale, et, en fait, jusqu'à une date récente, les socialistes aussi bien que les sociaux-démocrates — pour autant que la distinction eût un sens — se définissaient eux-mêmes clairement par opposition au totalitarisme communiste, soulignant leur attachement à la défense des institutions démocratiques et de la tradition culturelle européenne menacées par l'expansion du soviétisme. Cela a changé. On peut le constater de façon particulièrement évidente dans la politique de l'Internationale socialiste qui, au cours des dernières années, a consacré ses efforts à soutenir tout ce qui dans le monde se trouvait être « anti-américain » (ou anti-israélien), alors qu'elle évitait soigneusement tout mouvement qui pouvait provoquer le déplaisir des dirigeants de l'empire soviétique. L'anti-américanisme est ainsi devenu le principal produit idéologique de consommation courante de l'Internationale (pas de tous les partis concernés, bien sûr, et pas au même degré). De temps à autre, les délégués des partis au pouvoir dans des pays communistes (où les mouve-

ments socialistes ont été détruits par la violence policière) sont salués comme « frères », et quelquefois même comme « camarades », dans les congrès socialistes. De ce fait, la vieille distinction entre « socialistes » et « sociaux-démocrates » commence à réapparaître et à retrouver sa justification.

La social-démocratie, je le répète, ne prétend pas détenir la solution à tous les problèmes humains ou être l'heureux véhicule d'une idéologie embrassant tout et expliquant tout ; elle n'est pas un « programme » universel destiné à être appliqué dans toutes les parties du monde. Elle est une approche des problèmes sociaux qui est délimitée, selon moi, par quelques règles générales (négatives et positives) :

1°) adhésion sans équivoque aux valeurs démocratiques d'une société ouverte, constitutionnelle ;

2°) adhésion sans équivoque à l'Etat protecteur, en d'autres termes : l'acceptation d'un système d'assurances national couvrant les besoins élémentaires de tous ;

3°) reconnaissance expresse du fait que les options du libéralisme intégral et du totalitarisme sont pires que les maux qu'elles prétendent soigner ;

4°) engagement à promouvoir l'idée de l'égalité des chances par un effort éducatif, mais non par l'accroissement des restrictions policières ou des réglementations bureaucratiques ;

5°) adhésion à la cause des laissés pour compte, des personnes âgées, des malades, des pauvres, des opprimés, et non à la cause des aspirants dictateurs qui tentent seulement de renverser les institutions existantes pour exercer un pouvoir despotique.

La distinction entre la social-démocratie et tous ceux qui se définissent eux-mêmes comme des militants d'une « gauche » socialiste devrait être claire.

Rien de ceci ne signifie que l'idée social-démocrate elle-même n'est pas empoisonnée par des ambiguïtés, et que les solutions qu'elle offre avec une assurance capable d'auto-critique ne sont pas elles-mêmes problématiques. Mais elle ne repose sur aucun dogme et ne promet aucun *millenium*. Elle n'est que le plus sûr moyen politique trouvé à ce jour de traiter les problèmes explosifs qui se posent dans un monde dangereux et en danger.

LESZEK KOLAKOWSKI.

(traduit de l'anglais par Commentaire)